CONSTITUTION DU DROIT

I – Durée de services effectifs pour bénéficier d'une pension civile

La durée de 15 ans de services effectifs nécessaires pour obtenir une pension civile devrait être réduite à 2 ans pour les fonctionnaires radiés à compter du 1^{er} janvier 2011 (décret en CE prévu).

Toutefois, la condition de 15 ans est conservée pour :

- le calcul du minimum garanti
- le départ anticipé en qualité de parent de 3 enfants
- le départ anticipé en qualité de parent d'un enfant vivant, âgé de plus d'un an et atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80%
- le départ anticipé lorsque le fonctionnaire ou son conjoint est atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le plaçant dans l'impossibilité d'exercer une quelconque profession
- la prise en compte des bonifications suivantes :
 - bonifications de dépaysement pour les services hors d'Europe (BSHE)
 - bénéfiques de campagne des militaires
 - bonifications pour services aériens ou sous-marins commandés

Article 53 I de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

Date d'entrée en vigueur : promulgation de la loi mais en attente d'un décret en CE

Article L.4 du CPCMR

II – Services pris en compte dans la constitution du droit

Le dispositif des validations des services auxiliaires est supprimé (les fonctionnaires titularisés au plus tard le 1^{er} janvier 2013 conservent cette possibilité).

Ces services ne sont plus pris en compte pour le calcul des services effectifs prévus à l'article L.4 du CPCMR.

En revanche, si la condition des 15 ans est expressément prévue par une disposition particulière, elle doit s'entendre comme incluant les services auxiliaires validés (départs anticipés prévus à l'article L.24 I 3°, L.24 I 4°)

Article 53 II de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

Date d'entrée en vigueur : promulgation de la loi (pour la non prise en compte en constitution du droit des services auxiliaires)

Article L.5 du CPCMR